

L'ÉVÉNEMENT FUKUSHIMA OU LA NAISSANCE D'UNE JEUNESSE POLITISÉE

Anne GONON
Université Doshisha (Kyōto)

La formation en 2015 du mouvement Students Emergency Action for Liberal Democracy (SEALDs) précédé de SASPL (Students Against Secret Protection Law) reflétait l'arrivée sur la scène publique de jeunes considérés comme dépolitisés. Certes, les projets de lois successifs présentés par le gouvernement Abe, que ce soit la loi sur le secret d'État ou celle sur la sécurité nationale, pouvaient sembler suffisamment importants pour soulever l'intérêt d'une grande partie de la population, mais de là à se mobiliser aussi activement, le pas à franchir n'allait pas de soi. Notre hypothèse est que cette soudaine apparition de jeunes dans l'espace public pourrait s'expliquer par un ensemble de facteurs qui ont pris naissance à la suite de la triple catastrophe du Japon de l'Est. L'expression « événement Fukushima » sert à englober l'ensemble des effets sociaux, politiques et symboliques actuellement observables dans la société japonaise, qui ont leur origine dans l'accident nucléaire.

Lorsque le 11 mars 2011, le cœur du réacteur n° 1 de la centrale nucléaire de Fukushima a fondu en relâchant dans l'atmosphère des millions de becquerels, les médias ont certes parlé d'un accident. Mais le terme « événement » permet, au-delà de sa matérialité, de saisir une ligne de fracture entre un avant et un après. En effet, dans le basculement social qui s'est opéré, a été posée à nouveaux frais la question primordiale du sens de la vie, de la loi.

La survenue de cette catastrophe présente un caractère unique, celui d'une fuite de matières radioactives en grande quantité obligeant les populations vivant dans la zone irradiée à s'éloigner de leurs lieux d'habitation, sans savoir quand il leur serait possible d'y retourner ou même si elles pourraient y retourner un jour. Soudainement les habitants de la région de Fukushima située dans le Nord-Est du Japon se sont trouvés confrontés à des questions non seulement d'organisation du quotidien dans des logements provisoires, mais aussi de gestion de leur vie biologique. Le surgissement de cet état d'insécurité totale, d'où aucune échappée ne semblait possible, a eu des effets sur leur rapport à la vie et au pouvoir politique, perçu comme incapable d'assurer la sécurité des citoyens, et a ainsi libéré dans la sphère publique un faisceau des possibles. Des individus qui n'avaient jusqu'alors jamais parlé

publiquement se sont regroupés pour faire entendre la voix des délaissés de Fukushima, parfois soutenus par des ONG *ad hoc*. La vie de la région en a été durablement transformée. Mais est-ce un événement pour la jeune génération?

Des jeunes qui s'éveillent à la politique – SEALDs

La notion de génération, telle que la définit Mannheim semble être appropriée quand on traite de l'événement Fukushima, à savoir la participation de groupes « en parallèle à la même période du devenir collectif » (MANNHEIM 2011 : 77). Les effets d'un événement conduisent la jeunesse, encore disponible à toute nouveauté, à infléchir son comportement et ses valeurs. Notre recherche a pour but d'objectiver les effets de cet événement, en se concentrant sur les étudiants, ceux qui étaient lycéens au moment de l'événement. La notion d'unité de génération définie comme « groupes qui, à l'intérieur d'un ensemble générationnel s'approprient différemment ces expériences » est le fil pour cerner la façon dont certains des jeunes, en l'occurrence le mouvement SEALDs, ont réagi à cette catastrophe (MANNHEIM 2011 : 87).

SEALDs a doublement manifesté les caractéristiques de sa génération – apparition de la jeunesse et naissance à l'action, rappelant la définition que donne Arendt de l'action (ARENDR 1954).

À Tōkyō comme ailleurs, les membres du mouvement présentent des caractéristiques sociologiques similaires au profil des quatre jeunes fondateurs (TAKAHASHI, 2016)³⁹³. Ils disposent d'un capital scolaire important sans faire cependant partie de l'élite des universités nationales de Tōkyō ou de Kyōto. Ils sont étudiants dans des universités réputées telles que Meiji gakuin, en sciences politiques mais aussi en art, en design. Ils ont entre 18 et 24 ans, cet âge où la jeunesse est plus disposée aux changements, « à des inflexions » (MAUGER 2013 : 122). Leur capital militant s'est forgé avec l'expérience de Fukushima : plusieurs s'étaient joints aux manifestations antinucléaires de 2012 devant la Diète. Okuda Aki, souvent présenté comme le porte-parole du mouvement dans les médias, s'est même rendu à l'étranger pour découvrir les mouvements de lutte qui mobilisaient des jeunes (Espagne, Wall Street), d'où il est revenu convaincu de la nécessité d'adopter la même forme d'expression face à la loi sur le secret d'État. C'est lui qui est à l'origine de la mobilisation de ses amis autour du projet

³⁹³ Les informations sont tirées de l'ouvrage de Takahashi et complétées par des interviews faites par l'auteur de l'article en mars 2016 auprès d'étudiants membres de SEALDs Kansai.

SASPL en 2013, en vue d'exprimer son opposition à cette loi qui semblait être destinée à dissimuler les décisions prises en matière d'énergie nucléaire.

La mobilisation a continué en se transformant en SEALDs en mai 2015, en opposition à la législation sur la sécurité nationale, perçue comme une menace pour la Constitution japonaise pacifiste. Le mouvement a essaimé jusqu'à compter officiellement jusqu'à 500 membres, dans tout le pays. Toutefois, c'est plus de 4 000 jeunes qui, appelés par les réseaux sociaux, ont régulièrement rejoint les manifestations que le mouvement a organisées. Le mouvement s'est toujours voulu fluide et imprévisible, refusant de se transformer en une structure fixe. Au cours de l'année 2016, celui-ci a évolué, à la fois en raison de l'intérêt que les intellectuels et les politiciens opposés aux orientations politiques du gouvernement Abe lui ont porté, et en raison d'un approfondissement moral et intellectuel des idées lancées au départ par simple colère ou mécontentement. Les élections sénatoriales de juillet 2016 ont offert une chance au mouvement SEALDs d'approfondir son action : allant au-delà de sa position minimaliste consistant à répéter en boucle le même slogan, il a choisi de s'associer avec l'avocat Imizutani Takahisa et le politologue Nakano Kōichi pour créer un *think tank* du nom de ReDEMOS (Response to citizens). Le site avait comme objectifs d'exposer la conception politique de ses auteurs sous la forme d'un manifeste détaillé, et de penser la politique dans ses relations avec l'économie en produisant une série d'émissions courtes, mises en ligne sur YouTube.

Chaque thème, composé de trois interviews de 16 minutes d'une personnalité, devait permettre de comprendre la politique engagée depuis 2013 par le gouvernement en place – connue sous le nom d'Abenomics (TV 1.1 ; 1.2 ; 1.3) –, les raisons de la transformation en actions de l'épargne japonaise et les dangers de cette politique (TV 2.1 ; 2.2 ; 2.3), le système de représentation politique (TV 3.1 et 3.2). Ainsi SEALDs se mit à explorer les domaines liés au politique dans un souci de reconsidérer l'impasse économique et politique. Le choix des conférenciers indique le parti pris d'un regard critique sur la société japonaise – les deux économistes Morihara Yasuhito et Hama Noriko critiquent la politique économique actuelle et la politiste Miura Mari remet en cause le fonctionnement du régime représentatif japonais. Il en ressort une véritable leçon de politique économique sur les changements survenus depuis 2013. Devant la précarisation de la vie, les jeunes de SEALDs ne s'engageaient pas dans des débats idéologiques mais cherchaient à comprendre ce que pourrait être une politique de justice composée du retour à une

traditionnelle politique libérale des équilibres, du souci de la redistribution des richesses aux classes pauvres et aux classes moyennes en voie de paupérisation, dans un contexte de développement durable. Et ils pensaient qu'une telle politique ne pouvait être engagée que si un changement de génération s'opérait dans le monde politique. « Pourquoi les politiciens sont-ils tous vieux ? » a ainsi été le thème d'une des émissions. L'échec des candidats officiellement soutenus pas le mouvement et le *think tank* aux élections sénatoriales de juillet 2016 gagnées par des candidats issus du parti au pouvoir a finalement conduit le mouvement à sa dissolution. Certains membres ont décidé de développer leur action sous une forme plus organisée et ont créé en mars 2017 une association intitulée Espace public pour le futur (*Mirai no tame no kōkyō*) destinée à réfléchir avec les citoyens à toutes les questions politiques sensibles auxquelles est confronté le gouvernement Abe.

Il est certain que le slogan « Dis-moi à quoi ressemble la démocratie ? » a permis de fédérer de nombreux groupes qui, à travers le Japon, ont cherché à lier les questions locales à ce projet plus vaste de dénonciation du dysfonctionnement de la démocratie tels que les bases américaines à Okinawa, le nucléaire à Fukushima. Cette mise en commun des paroles et des actes est dans son essence politique. Les jeunes y ont fait l'expérience du courage d'apparaître devant les gens, de développer des idées assez nouvelles pour eux (TAKAHASHI 2016). Ils ne sont pas entrés dans l'univers politique traditionnel, mais ont introduit dans leur univers culturel une conception idéalisée de la politique, adoptant un mode de mobilisation analysé par certains chercheurs comme un « nouveau mouvement social ». À la croisée de la découverte d'un mode d'expression devenu légitime depuis Fukushima – la manifestation de rue – et un facteur déclencheur qu'est le projet de loi du gouvernement Abe, ces jeunes ont agi par goût éthique. Cela confirme les résultats des enquêtes statistiques, qui observent que les jeunes sont soucieux de travailler, d'agir et de participer à la société, en choisissant un mode de discours qui leur est propre – celui des gens ordinaires –, en parlant de la vie quotidienne (NAIKAKUFU 2013). Peu habitués aux actions publiques, ces jeunes ont joint à l'action le souci de se former : l'interview de ces jeunes fait ressortir l'ancrage de leur action, de leur éthique dans un processus de transmission directe des idées entre étudiants et professeurs.

La circulation des idées et des pratiques pour s'appropriier l'événement

L'apparition de nouvelles générations a partie liée avec les transformations du mode de reproduction, qui opère par la transmission familiale et la transmission scolaire. Dans le cas présent, il s'agit de comprendre le phénomène de transmission du capital culturel et du capital scolaire opéré autour de l'événement Fukushima, en laissant de côté à la fois la dimension plus individuelle entre parents et enfants et celle plus institutionnelle qui s'appuie sur le système scolaire. Enseignants et parents ont rompu consciemment et inconsciemment le processus normalisé de transmission en exportant dans l'espace public des valeurs oubliées depuis longtemps, redonnant aux jeunes la possibilité d'agir en citoyen. Il est donc question d'engagement, de l'engagement des adultes qui a rappelé ce que Mannheim disait de l'existence de ces « précurseurs, individus singuliers appartenant à la génération précédente (MANNHEIM 2011 : 92).

- La vie biologique au cœur de l'action des parents

L'accident nucléaire a fait resurgir les manifestations de masse, et mobilisé des groupes de personnes directement touchées par les radiations, des individus ordinaires – mères, agriculteurs, enseignants –, désireux de faire entendre leurs voix inquiètes à la Diète, auxquels se sont jointes celles des antinucléaires. À Fukushima, dans ce lieu où la vie des êtres humains mais aussi des animaux et des plantes était menacée voire anéantie, a émergé une communauté morale de personnes placées dans la même position de désorientation, partageant les mêmes incertitudes et indéterminations, en contact avec les mêmes interlocuteurs, ces autorités qui refusaient d'assumer leur responsabilité. Cette communauté a compris que la survie n'était possible que dans l'(inter) dépendance et de cette (inter) dépendance, sont nées des obligations politiques de résistance puisque tous étaient concernés.

La communauté morale de Fukushima s'est constituée autour de divers répertoires d'action, mais ce qui a dominé est la mobilisation des femmes et des groupes locaux autour de questions concrètes à résoudre. À côté des initiatives individuelles, la participation critique aux réunions d'informations organisées par le comité de gestion de la santé, les procès engagés par les habitants contre les autorités sont quelques-uns des lieux où se construit un cadre alternatif de reconnaissance, dans lequel les individus en agissant collectivement forment une communauté de réflexion sur la santé, les droits, la parole, la justice. Le soutien apporté par Anand Grover,

rapporteur spécial pour l'ONU sur l'état de santé de la population de Fukushima ou des médecins connus qui, comme le professeur Tsuda, se battent pour faire reconnaître la dangerosité de l'exposition continue à la radioactivité a accru la légitimité des actions engagées au nom du souci de la vie nue. Il était donc plus facile d'y participer car la parole prise en public s'enracinait dans la vie quotidienne et non dans des idéaux politiques abstraits. Agissant au nom du droit à la vie, les mères et les hommes de Fukushima ont démontré la légitimité de leur action de protestation et mis la pratique de soins *care*, activité infiniment privée, au centre de la vie publique.

- La voix politique avec les enseignants

Le rôle habituel de transmission du capital scolaire par les enseignants a pris une tournure particulière dans le cas de l'événement Fukushima, car les enseignants eux aussi se sont engagés dans l'espace public. Alors que l'approche parentale défendait le respect de la vie biologique et le souci de l'autre, les enseignants des universités et du secondaire ont défendu des idéaux politiques. La première grande action a été lancée avec la création du Tribunal populaire pour penser la responsabilité de la catastrophe de Fukushima (GENPATSU MINSHŪ HŌTEI 2012). Formé sur le modèle du Tribunal Russel mis en place contre la guerre au Vietnam, ce Tribunal pour Fukushima voulait ouvrir un espace public de discussions où poser la question de la responsabilité de la catastrophe nucléaire. Mettant au service du public leurs savoirs, les trois initiateurs du projet ont formé un Tribunal itinérant qui, entre 2012 et 2013, ont donné la parole aux victimes de la catastrophe nucléaire de Fukushima, ainsi qu'aux habitants vivant à proximité de centrales nucléaires. Ce Tribunal devait permettre de forger des outils d'enquête appropriés pour contrer les discours des experts qui ne s'accordaient pas sur le diagnostic de la situation. Il s'agissait également d'engager une critique de la démocratie japonaise, incapable de garantir les droits fondamentaux humains – le droit à la vie et le droit à la santé.

Quand le gouvernement a présenté le projet sur le secret d'État, ces mêmes intellectuels ont choisi d'autres scènes d'expression plus ouvertement politiques pour lutter contre la révision de la constitution japonaise à travers la formation de groupes tels que l'« Association pour l'article 96 de la constitution » (*Kyūjūroku jō no kai*), initiative prise par un grand constitutionnaliste, Higuchi Yōichi. Ainsi des juristes, conservateurs dans le sens de gardien de la Constitution, sont sortis des universités pour expliquer à la population le contenu de ce projet excessivement complexe et ses

dangers. Une parole d'opposition, née du monde universitaire, s'est exprimée ouvertement dans la rue, dans des réunions publiques, sur les réseaux sociaux et parfois dans les médias nationaux.

La parole d'opposition tout comme le recours à l'outil qu'est la manifestation ont ainsi accédé à une sorte de légitimité ; elles n'étaient plus nécessairement synonymes d'anarchisme. Les jeunes qui ont participé aux manifestations antinucléaires ont appris que le respect de la vie n'était pas uniquement une affaire privée, mais qu'il concernait aussi le domaine public, qu'il était l'affaire de tous car sans le souci de la vie biologique, il n'y a plus de vie humaine digne d'être vécue. Et l'apparition dans l'espace public, aussi coûteuse en temps et en courage soit-elle, leur a semblé la seule voie possible d'exprimer ce souci. Ces actions menées par des précurseurs ont introduit dans le processus de transmission entre générations des éléments nouveaux, conciliant l'action de protestation avec la pensée théorique, fournissant les outils indispensables à la formation d'une jeunesse critique du monde présent. Mais dans ce processus, la rupture générationnelle, le grand déclencheur d'une nouvelle génération semble avoir fait défaut ; en effet, c'est à la suite de la mobilisation des jeunes que les adultes ont commencé à adopter une position critique vis-à-vis des lois relatives à la sécurité. Ne pourrait-on pas y voir la caractéristique de la société japonaise qui a évacué les conflits de la vie sociale, et favorise ainsi l'échange entre parents et enfants sous une forme parfois fusionnelle ?

Conclusion

Aborder les transformations qui bouleversent politiquement la société japonaise en terme de génération conduit à un constat ambigu : d'une part, l'engagement radical de jeunes sur des questions sensibles de politique a stimulé la mobilisation des tranches d'âge supérieur telles les OLDs [*Otoshiyori* for Liberal Democracy], les secouant d'une posture de renonciation à des valeurs qui les avaient mobilisés dans leur jeunesse. D'autre part, le phénomène d'autorité de certains universitaires, exercée non seulement à travers l'exercice de leur fonction d'enseignant mais aussi par leur prise de risque sur la scène publique, a permis aux jeunes d'inscrire leurs aspirations dans un cadre de réflexion général qui leur a donné des ressources pour comprendre leur propre société et mettre en cause la légitimité qui les lie au gouvernement à travers l'expression d'une « revendication comme romantisme réaliste » (LAUGIER, OGIEN 2014). On observe ainsi à la fois un effacement des frontières rigides entre les âges par la fluidité du rapport

d'autorité, voire même une sorte de renversement des hiérarchies générationnelles mais aussi la reconnaissance d'une autorité enracinée dans l'action, la *Vita activa* d'Hannah Arendt. La catastrophe de Fukushima a placé au cœur de la société japonaise le questionnement à nouveaux frais de la vie humaine, de la reproduction et de l'avenir. Elle ne pouvait donc que rendre instable la structure des rapports sociaux, et des rapports d'âge.

Comment les parents peuvent-ils désormais protéger leurs enfants alors que la santé de ces derniers est gravement compromise ? Comment les jeunes peuvent-ils vivre dans un monde qui expose leur corps à ce danger d'accident nucléaire ? Depuis 2012, les mobilisations crient ces peurs qui ne peuvent disparaître. Seul l'oubli ou le déni pourraient apporter une certaine tranquillité d'esprit. Ainsi deux grands récits différents rendent intelligible l'événement Fukushima, l'un rempli de peur et de colère nous parle d'un Fukushima éternel et l'autre parle de post Fukushima. Et c'est au sein de ces deux récits que se recomposent sur des modes différents les rapports entre générations. Si l'avenir de l'humanité nous paraît désespéré, la catastrophe a ouvert la voie au déploiement d'actions collectives porteuses de potentialités encore à découvrir. Cela incombera aux jeunes de continuer à mobiliser leurs ressources en vue d'un objectif qu'il reste à formuler.

Bibliographie

ARENDT, Hannah. *La condition de l'homme moderne*. Paris, Pocket, 2002.

GENPATSU MINSHŪ HŌTEI. *Fukushima jiko wa hanzai da – tōden, seifu no keiji sekinin o tou* [The Fukushima Incident is a Crime. Question on TEPCO and Governmental Responsibility] (4 volumes). Tōkyō, San.ichi, 2012.

LAUGIER, Sandra et OGIEN, Albert. *Le Principe démocratie. Enquête sur les nouvelles formes du politique*. Paris, La Découverte, 2014.

MANNHEIM, Karl. *Le problème des générations*. Traduit par Gérard MAUGER et Nia PERIVOLAROPOULOS, Paris, Armand Colin, 2011.

MAUGER, Gérard. « Modes de génération des générations sociales. » *Sociologia Historica*, 2 (13), 2013 : 111-130.

NAIKAKUFU. *Heisei 25-nen wagakuni to shogaikoku no wakamono ni kansuru chōsa* [International Survey of Youth Attitude 2013]. 2013, en ligne : http://www8.cao.go.jp/youth/english/survey/2013/pdf_index.html (consulté le 20 février 2017).

TAKAHASHI, Gen.ichirō (SEALDs). *Minshu shugi tte nan da ?* [Tell Me What Democracy Looks Like?]. Tōkyō, Kawade Shobō, 2016.